

REUNION DU COMITE SYNDICAL
Samedi 22 février 2014 à 9 heures 30
à l'amphithéâtre de l'Espace 70
route de Saint-Loup à VESOUL
Accueil à partir de 9 heures

ORDRE DU JOUR

- 1) **Rapport d'activité 2013**
- 2) **Nouvelle disposition prévue pour la TCFE**
- 3) **Comptes administratifs 2013**
- 4) **Budgets primitifs 2014**

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE

POUVOIR

à remettre en début de séance par le titulaire du pouvoir qui aura à émarger à la place du délégué représenté

Je soussigné (e), délégué (e) de la commune
de....., empêché (e) d'assister à l'Assemblée Générale du 22 février 2014, donne
pouvoir à M....., délégué (e) de la commune de
....., pour me représenter et voter en mon nom à cette réunion.

Fait à le
(1)

(1) Ecrire « Bon pour pouvoir »

Nota : - pour sa commune d'élection, un suppléant n'a pas besoin du pouvoir d'un titulaire

- un délégué ne peut disposer que d'un seul pouvoir

- le pouvoir ne sert pas au calcul du quorum.

RAPPORT D'ACTIVITE 2013

Trois faits marquants au cours de cette année 2013 :

1/ L'achèvement en 2012 de la départementalisation a permis de bonifier au mieux les redevances de concession. ERDF a en outre versé un complément de redevance de 300 000 € grâce à cette départementalisation du syndicat.

2/ L'instauration par le Comité syndical en septembre 2012 de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) a représenté une recette en 2013 de 2 165 402,19 €. Cette ressource a permis au SIED 70 de financer une très grande partie des travaux qui étaient auparavant à la charge des communes.

3/ Pour la première fois depuis sa mise en exploitation, le bon fonctionnement de la chaufferie de Scey-sur-Saône a permis, d'une part, d'achever le remboursement du prêt provisoire accordé par le budget principal pour équilibrer les comptes des années précédentes et, d'autre part, de rembourser aux clients du service en début 2014 environ 11,2% du total de leurs factures de l'année 2013.

Le recueil des actes administratifs n°31 du 31 janvier 2014 annexé au présent rapport décrit les décisions prises par le Comité syndical du 23 novembre 2013 et par le Conseil d'exploitation de la Régie des EnR et le Bureau syndical lors de la réunion du 21 janvier dernier.

Le rapport d'activité 2013 du SIED 70 qui est téléchargeable sur le site du SIED 70 www.sied70.fr sera présenté en séance.

NOUVELLE DISPOSITION PREVUE POUR LA TCFE

Il convient également de présenter une loi intervenue fin 2013 qui aura son application à compter du 1^{er} janvier 2015 et qui impacte les communes de plus de 2 000 habitants adhérentes au SIED 70.

En effet, l'article 45 de la loi de finances rectificative pour 2013 publiée au journal officiel du 29 décembre 2013 prévoit que ce sont les autorités organisatrices de la distribution d'électricité (AODE) qui percevront, à partir du 1^{er} janvier 2015, la partie communale de la TCFE quelle que soit la population de la commune adhérente et que ces AODE auront la possibilité de reverser au plus 50% du produit de la TCFE aux communes après délibérations concordantes de l'AODE et de ses adhérents.

Dans notre département pour les 16 communes de plus de 2 000 habitants concernées, pour 2014, compte tenu du coefficient de TCFE voté antérieurement par chacune de ces communes, les montants estimés qu'elles percevront de cette taxe sont les suivantes :

Communes	Coefficients TCFE 2014	Montant approximatif de la TCFE sur un an	Communes	Coefficients TCFE 2014	Montant approximatif de la TCFE sur un an
ARC-LES-GRAY	4,22	30 000 €	LUXEUIL-LES-BAINS	8	150 000 €
CHAMPAGNEY	0	- €	NOIDANS-LES-VESOUL	4	23 000 €
ECHENOZ-LA-MELINE	8	50 000 €	PORT-SUR-SAONE	8,28	60 000 €
FOUGEROLLES	8	75 000 €	RONCHAMP	0	- €
FROIDECONCHE	2	10 000 €	SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE	6	40 000 €
GRAY	8	130 000 €	SAINT-SAUVEUR	8	34 000 €
HERICOURT	8,44	180 000 €	VAIVRE-ET-MONTOILLE	8	40 000 €
LURE	8	170 000 €	VESOUL	6	250 000 €

Cette mesure a été adoptée à cause d'incertitudes et également d'enjeux entourant le régime juridique de la TCFE. Tout d'abord au niveau communautaire puisque l'article 18 du projet de révision de la directive européenne d'octobre 2013 sur la taxation des produits énergétiques prévoit d'autoriser la France à modéliser sur son territoire les tarifs des taxes sur la consommation des produits énergétiques, mais exclusivement au niveau régional et dans une certaine limite.

Ensuite au niveau national, la TCFE est au cœur des débats sur le financement de la transition énergétique et d'aucuns souhaitent que cette ressource soit fléchée vers des actions menées strictement pour cette transition énergétique.

La soudaineté de cette nouvelle disposition, la probabilité qu'elle soit amendée en réponse aux contestations déjà exprimées auprès du gouvernement du fait de son impact sur les ressources des communes concernées, la proximité des élections, ne permettent pas avant la fin de ce mandat, d'en tirer les conséquences sur les dispositions en vigueur au SIED 70. Il s'agit d'une situation complexe, il faut laisser du temps à l'analyse, à la réflexion, à la recherche de l'équité et du consensus le plus large possible.

Il appartiendra donc aux élus qui siégeront au SIED 70 après les élections, de tirer les conséquences de cette nouvelle disposition sur les politiques et dispositions financière syndicales, et s'il apparaissait nécessaire de remettre en cause le coefficient de TCFE pour 2015, il faudra alors que le Comité syndical délibère avant le 1^{er} octobre 2014.

COMPTES ADMINISTRATIFS DE 2013

Le SIED 70 dispose d'un budget principal et de 6 budgets annexes :

1. « Conseil » ;
2. « Prestations de services » ;
3. « Régie des EnR » ;
4. « Chaufferie de Scey-Sur-Saône-et-Saint-Albin » ;
5. « Chaufferie de Gy » ;
6. « Chaufferie de Marnay ».

Le budget principal et le budget annexe « Conseil » relèvent de la nomenclature M14 applicable aux communes et aux établissements publics et intercommunaux à caractère administratif. Les autres budgets annexes sont soumis à la nomenclature M4 applicable aux services publics locaux industriels et commerciaux (SPIC).

On trouvera ci-dessous le récapitulatif de ces comptes administratifs dont le détail figure en fin du présent rapport :

Désignation du budget	Fonctionnement ou exploitation en €			Investissement en €			Résultat global en €
	Dépenses	Recettes	Résultat	Dépenses	Recettes	Résultat	
Principal	3 158 897,13	9 239 498,73	6 080 601,60	70 455 567,16	67 676 501,18	2 779 065,98	3 301 535,62
Conseil	3 527,00	3 527,00	0	0	0	0	0
Prestations de services	5 497,14	5 497,14	0	0	0	0	0
Régie des EnR	55 742,00	55 742,00	0	0	0	0	0
Chaufferie de Scey	119 119,48	127 264,70	8 145,22	34 551,08	26 405,86	-8 145,22	0
Chaufferie de Gy	0	55 742,50	55 742,50	56 785,03	1 042,53	-55 742,50	0
Chaufferie de Marnay	0	0	0	5 617,47	17 101,47	11 484,00	11 484,00

Les caractéristiques principales de ces comptes administratifs sont les suivantes :

Budget principal :

- a) Les charges à caractère général sont en augmentation de 2,44% par rapport à 2012. Les charges de personnel augmentent de 5,84% avec un poste de secrétaire technique créé en avril 2013.
- b) Les dépenses de fonctionnement augmentent d'environ 32% à cause principalement de l'annulation du titre de recettes de 552 734,02 € faisant suite au protocole transactionnel signé avec ERDF décidé par le Comité syndical en novembre 2013. La hausse des recettes de fonctionnement (2 300 000 € environ) correspond essentiellement à la taxe sur la consommation finale d'électricité (2 165 000 €).
- c) Les sections d'investissement sont gonflées par la régularisation des comptes d'amortissements effectuée à la demande du receveur syndical.
- d) La baisse des investissements sur le réseau de distribution publique d'électricité (compte 2315) de 13,5% par rapport à 2012 est due aux retards pris suite au renouvellement des marchés de travaux.
- e) En éclairage public les investissements augmentent de plus de 82% suite aux travaux d'optimisation des installations.

Fin 2013, le SIED 70 avait engagé pour environ 16 100 000 € de travaux non achevés et n'en avait réglés qu'environ 10 000 000 € soit une provision de dépenses à venir d'environ 6 100 000 € avec des recettes attendues principalement du FACÉ, de la PCT et des participations des demandeurs estimées à environ 40%.

Budgets annexes « Conseil » et « Prestations de services » :

La totalité des participations des bénéficiaires du CEP et de l'assistance apportée par le SIED 70 pour les travaux relatifs aux énergies renouvelables est versée au budget principal par une dépense au chapitre 67 des budgets annexes et une recette au compte 70782 du budget principal.

Budget annexe « chaufferie de Scey-sur-Saône » :

Ce budget est à l'équilibre avec un excédent d'exploitation de 8 145,22 € et un déficit d'investissement du même montant.

Budget annexe « chaufferie de GY » :

Le budget principal a versé au budget annexe une somme de 55 742,50 € pour financer les travaux réalisés en 2013 qui ont consisté à réaliser une partie du réseau de chaleur entre le collège et le gymnase afin de permettre le chauffage du gymnase après qu'une convention ait été signée entre le collège et la commune pour la vente, par le collège, de chaleur au gymnase qui ne disposait pas d'une chaufferie.

Budget annexe « chaufferie de Marnay » :

Aucune dépense d'exploitation. L'avance de trésorerie versée par l'ADEME permet de clôturer l'exercice avec un excédent d'investissement de 11 484,00 €

Budget annexe de la Régie :

Ce budget annexe voit transiter les 55 742,50 € nécessaires à l'équilibre du budget de la chaufferie de Gy en provenance du budget principal. Comme ce budget restera inutile tant que les chaufferies disposeront de leur propre budget annexe, il sera proposé au Comité syndical de le supprimer.

BUDGETS PRIMITIFS 2014

Les orientations budgétaires pour 2014 ont été débattues lors de la réunion du Comité syndical du 23 novembre 2013.

1/ Budget principal :

Il repose sur un total de recettes de fonctionnement de 8 222 800 € comprenant principalement la TCFE (3 300 000 €) et les redevances de concession (1 365 000 €).

Les dépenses de fonctionnement sont de 8 305 900 € dont 4 290 850 € pour financer l'investissement et 1 917 300 € de dotation aux amortissements.

Le financement du personnel affecté aux énergies renouvelables et à la maîtrise de l'énergie représente une somme de 70 000 € qui figure aux comptes 6573 63 et 6573 64 des dépenses de fonctionnement.

S'agissant des dépenses d'investissement, le Bureau syndical, au vu des aides du compte d'affectation spéciale « financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) récemment notifiées pour 2014, a actualisé le tableau de l'enveloppe financière présenté lors du débat des orientations budgétaires tel qu'il figure ci-dessous :

PRO-GRAM-MES	TRAVAUX	Montant global TTC des travaux	Montant global HTVA des travaux	Montant HT des travaux facturés aux entreprises	Montant des travaux en régie	Ventilation des ressources				Participation du SIED 70
						TVA récupérée	FACE	Conces-sionnaires	Demandeurs de travaux	
TRAVAUX SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE										
FACE	tranche A/B : renforcement	2 602 000 €	2 200 000 €	2 009 100 €	190 900 €	401 820 €	1 443 000 €	0 €	0 €	757 000 €
	tranche A/B : extension	591 000 €	500 000 €	456 600 €	43 400 €	91 320 €	361 000 €	0 €	0 €	139 000 €
	tranches S : sécu-risation fils BT nus	355 000 €	300 000 €	274 000 €	26 000 €	54 800 €	215 000 €	0 €	0 €	85 000 €
	tranches S' : sécurisation de petits fils BT nus	225 000 €	190 000 €	173 500 €	16 500 €	34 700 €	142 000 €	0 €	0 €	48 000 €
	Tranche C : aménagement esthétique	950 000 €	800 000 €	730 600 €	69 400 €	146 120 €	369 000 €	0 €	240 000 €	191 000 €
syndical	renforcement et sécurisation hors FACÉ	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	aménagement esthétique A8	710 000 €	600 000 €	547 900 €	52 100 €	109 580 €	0 €	240 000 €	201 600 €	158 400 €
	aménagement esthétique hors A8 et FACÉ	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	extension avec PCT (sans R2 dans 2 ans)	2 365 000 €	2 000 000 €	1 826 500 €	173 500 €	365 300 €	0 €	730 600 €	400 000 €	869 400 €
	extension hors PCT (avec R2 dans 2 ans)	722 000 €	600 000 €	558 100 €	52 100 €	111 620 €	0 €	0 €	90 000 €	520 200 €
Totaux		8 520 000 €	7 190 000 €	6 576 300 €	623 900 €	1 315 260 €	2 530 000 €	970 600 €	931 600 €	2 768 000 €
INVESTISSEMENTS SOUS MANDAT : Autres programmes syndicaux :										
SEP	Eclairage public : optimisation	1 790 000 €	1 320 000 €	1 400 000 €	114 500 €	0 €	0 €	0 €	560 000 €	1 230 000 €
	Eclairage public	1 900 000 €	1 600 000 €	1 488 900 €	111 100 €	0 €	0 €	0 €	1 491 000 €	409 000 €
S _{GCT}	Génie civil de communi-cations électroniques	600 000 €	510 000 €	465 800 €	44 200 €	0 €	0 €	0 €	555 800 €	44 200 €
Totaux		4 290 000 €	3 430 000 €	3 354 700 €	269 800 €	0 €	0 €	0 €	2 606 800 €	1 683 200 €
TOTAUX GENERAUX		12 810 000 €	10 620 000 €	9 931 000 €	893 700 €	1 315 260 €	2 530 000 €	970 600 €	3 538 400 €	4 451 200 €

2/ Budget annexe « Conseil » :

Les financements extérieurs (région de Franche-Comté et communes) représentent 35 700 € et l'apport du SIED 70 20 600 € pour une dépense de personnel de 56 300 € qui est reversée au budget principal.

3/ Budget annexe « Prestations de services » :

Le budget fait ressortir un apport du budget principal de 601 € pour financer la taxe professionnelle et une régularisation de TVA.

4/ Budget annexe « Chauffage de Scey-sur-Saône » :

Les tarifs en application en 2013 sont maintenus en 2014 et permettront une recette estimée à 115 600 €. Le budget principal apporte une aide de 3 300 € (compte 778) qui permet de financer les charges salariales de l'agent chargé de la gestion de cette chaufferie (dépense au compte 6215).

Le budget prévoit également 9 000 € (compte 2315) de travaux de renouvellement des pièces usagées de la chaufferie.

5/ Budget annexe « Chauffage de Gy » :

La mise en exploitation commerciale de cette chaufferie devrait intervenir en septembre ou octobre 2014 avec une prévision de recettes des usagers du service de 10 000 € (compte 706).

Le coût salarial de l'agent chargé de suivre ce dossier estimé à 7 600 € est financé par une recette provenant du budget principal (compte 778), reversée au budget principal par une dépense de la même somme au compte 6215. Cette somme est affectée à l'investissement pour des opérations d'ordre : (dépenses d'investissement aux comptes 2313 et 2315 du chapitre 040 et recette d'exploitation au compte 722 du chapitre 042).

Ce budget prévoit l'avance de 244 200 € du budget principal pour le financement des travaux en phase de construction ainsi que l'emprunt de 300 000 € qui permettra de rembourser le budget principal des 244 200 € de 2014 et des 55 742,50 € avancés en 2013.

6/ Budget annexe « Chauffage de Marnay » :

Le budget prévoit le financement de la totalité des travaux.

Les aides attendues pour cette chaufferie sont intégrées aux recettes d'investissement :

- ✓ 70 900 € de l'ADEME ;
- ✓ 150 000 € du Conseil général de Haute-Saône ;
- ✓ 81 500 € du FEDER.

Le montant global des travaux est estimé à 1 104 200 € et nécessite un emprunt de 796 000 €.

Il est prévu que le budget principal avance ces dépenses pendant la durée des travaux et le budget annexe remboursera au budget principal 800 800 € (compte 1681 en dépenses d'investissement), soit les 796 000 € du prêt provisoire (compte 1681 en recettes d'investissement) et les 4 717,47 € avancés en 2012.
